

FACULTÉ DES LETTRES DE NANCY

COURS D'HISTOIRE

LEÇON D'OUVERTURE

CONSIDÉRATIONS

SUR LA

CHUTE DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE

EN GRÈCE

Par L. PETIT DE JULLEVILLE

Professeur-Suppléant



NANCY

TYPOGRAPHIE G. CRÉPIN-LEBLOND

44, Grande-Rue (Ville-Vieille)

—
1872

Bibliothèque Maison de l'Orient



153629

FACULTÉ DES LETTRES DE NANCY

COURS D'HISTOIRE

LEÇON D'OUVERTURE



CONSIDÉRATIONS

SUR LA

CHUTE DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE

EN GRÈCE

Par L. PETIT DE JULLEVILLE

Professeur-Suppléant



NANCY

TYPOGRAPHIE G. CRÉPIN-LEBLOND

14, Grande-Rue (Ville-Vieille)

1872

CONSIDÉRATIONS
SUR LA
CHUTE DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE
EN GRÈCE

Messieurs,

L'éminent professeur dont j'occupe en ce moment la chaire (1), — et je voudrais qu'il m'eût aussi laissé en dépôt le secret de son enseignement si sympathique, de son érudition si vaste et de sa doctrine si sage ; — en racontant devant vous il y a quelques années, l'histoire de la Grèce, avait terminé son cours à la prise de Corinthe, à la dissolution de la ligue Achéenne. J'essaierai de reprendre à cette date l'histoire de ce pays dont l'influence générale sur le monde romain demeura

(1) M. Lacroix, professeur-suppléant d'histoire moderne à la Sorbonne.

si puissante, même après la chute de son indépendance politique ; et je prolongerai cette étude jusqu'au jour où l'invasion barbare, en inondant la Grèce, effaça toute l'originalité que la vie publique y avait conservée après la conquête romaine, et fit de cet illustre pays la plus obscure province de l'Empire Byzantin.

Avant de retracer l'histoire de la Grèce asservie, nous devons rechercher comment les Romains soumièrent si facilement une nation qui avait repoussé les Perses, et qui s'était laissé vaincre par Philippe et Alexandre, mais non conquérir. On a cru l'expliquer en disant que les Grecs étaient affaiblis, épuisés ; que la disproportion de puissance était telle entre eux et Rome que toute résistance leur était impossible. C'est là une opinion au moins exagérée. La Grèce à la veille de sa chute était encore très forte : elle avait une population compacte de trois à quatre millions d'habitants ; son sol se prêtait merveilleusement à une guerre défensive qu'elle eût pu rendre interminable. Impuissante à agir au dehors par les armes, elle pouvait être invincible chez elle, au moins dans les limites du Péloponèse. Enfin, elle avait partout des alliés ; Rome, des ennemis partout ; en Asie, à Carthage, en Espagne. La cause de la Grèce n'était donc pas désespérée. Montesquieu ne s'y est pas trompé ; contre la plupart des historiens, il croit « que la Grèce était redoutable par sa situation, la force, la multitude de ses villes ; le nombre de ses soldats ; sa police, ses mœurs, ses lois : elle aimait la guerre, elle en connaissait l'art » et il ajoute : « elle aurait été invincible, si elle avait été unie. »

Là se trouve en effet l'explication de cette défaite si prompte ; et tout le monde sait bien que la Grèce périt par ses funestes divisions. Mais ce fait si connu a lui-même besoin d'être éclairci. On croirait à tort qu'il régnait entre les cités des haines de races, et des rivalités permanentes. Le temps et d'autres passions plus violentes avaient apaisé ces animosités traditionnelles, qui excitaient, deux siècles plus tôt, la guerre du Péloponèse.

La période que nous étudierons offre un spectacle tout différent. Le caprice des alliances bouleversées sans cesse, rapproche pour un jour deux villes, ennemies la veille, sans les lier pour le lendemain ; et jette chaque cité tour à tour dans les partis les plus contraires. C'est qu'il y a désormais non plus deux races en Grèce ; mais deux factions dans chaque ville, qui s'y disputent le pouvoir. Aussitôt que l'une d'elles devient maîtresse, avec une rigueur inexorable, et dénuée de tout scrupule patriotique, elle brise les alliances engagées ; elle va chercher dans les cités l'appui de la faction semblable ; et déclare partout la guerre à la faction rivale. Ainsi la Grèce a péri, comme on le répète souvent, par la division ; non pas comme on le croit, par l'hostilité des villes entre elles ; mais par l'acharnement des factions qui déchiraient chaque ville en particulier, et mettaient en présence dans toutes les *agoras* deux partis, ou plutôt deux armées ennemies ; lesquelles s'appelaient encore, par tradition, les *aristocrates*, et les *démocrates*, mais qui n'étaient en réalité que les riches et les pauvres. La politique n'était plus qu'un prétexte dans cette lutte toute sociale. Au second siècle avant Jésus-Christ, les constitutions aristocratiques ou oligarchiques étaient partout tombées en désuétude. Tous les hommes libres étant égaux, l'esclave ne comptant pas encore, la démocratie pure régnait de fait dans tous les Etats. Mais l'égalité politique n'avait pas guéri l'inégalité sociale ; elle en avait seulement rendu plus sensible l'inévitable amertume ; et la lutte, assoupie entre la noblesse effacée et le peuple vainqueur, s'était réveillée entre les riches et les pauvres ; c'est-à-dire entre ceux qui possédant quelque chose, voulaient le garder ; et ceux qui ne possédant rien, voulaient tout prendre.

Malgré le retour possible de luttes semblables dans le monde moderne, il faut convenir que notre état social est aujourd'hui mieux armé contre leurs conséquences désastreuses. Le travail, source première de toute richesse, (et ce n'est pas là une banalité morale, c'est le principe même, et le mieux démontré, de la science économique), le travail est au moins libre à tous

par les mœurs comme par les lois. Dans l'antiquité, les lois quelquefois, les mœurs presque toujours l'interdisaient à l'homme libre ; l'esclave seul travaillait ; mais l'esclave appartenait au riche : ainsi le riche s'enrichissait sans cesse et par le travail et par le capital ; le pauvre traînait dans une orgueilleuse paresse sa liberté misérable, et chaque jour la pauvreté l'étreignait plus pressante. Empruntait-il au riche ? S'acquitter, même des intérêts, lui était impossible ; et la dette, tous les jours grossie, le mettait à la merci du créancier. Cependant la décadence des mœurs avait rendu les besoins plus nombreux, et poussé jusqu'à la fureur l'amour du bien-être et du plaisir. Qu'arriva-t-il au jour où la démocratie triomphante ayant partout renversé les constitutions aristocratiques, eut remis le pouvoir aux mains du plus grand nombre ? C'est que la guerre fut ouverte entre les deux classes ; elle ne devait se terminer que par la ruine de la Grèce. Les pauvres repoussant le travail, moyen trop lent, demandèrent la richesse à la violence. Dépouiller les riches fut l'unique but de leur politique ; leurs moyens furent la confiscation, l'emprunt forcé, l'impôt progressif et l'abolition des dettes, ou la suspension indéfinie des paiements. Mais les riches ne se laissèrent pas dépouiller sans combat : ils ne se résignèrent pas au rôle de victimes ; ils usèrent plutôt de moyens qui ne valaient pas mieux que ceux de leurs adversaires ; et repoussèrent souvent la violence par la violence et la terreur par la terreur. Cette lutte sociale fut dans sa plus grande intensité pendant les soixante années qui précèdent la chute de Corinthe et l'asservissement de la Grèce.

Au début de cette période deux nations se disputaient la prépondérance en Grèce ; Rome et la Macédoine ; et chacune de ces deux puissances, à la veille d'engager la lutte, aurait voulu s'assurer l'alliance des Hellènes, comme l'appoint qui manquait à ses forces pour triompher sûrement de la puissance rivale.

Dans cette situation la Grèce avait à choisir entre deux politiques. Elle devait, ou bien tenir la balance exactement égale

entre les deux adversaires; une absolue neutralité eût peut-être sauvé son indépendance; ou bien si cette neutralité était impossible à conserver, elle devait s'allier résolument, soit à Rome, soit à la Macédoine, et tenter d'assurer la victoire à la nation qu'elle aurait servie : elle eût ensuite obtenu du vainqueur de garder quelque ombre au moins de liberté politique.

Mais le pays ne pouvait suivre avec succès l'une ou l'autre voie qu'à la condition de s'y engager tout entier. Il eût fallu que les factions fissent trêve devant les menaces de l'étranger; ainsi les partis s'étaient tu dans Rome quand Annibal avait paru devant la ville. En Grèce, l'approche des Romains redoubla leur fureur; aristocrates et démocrates, riches et pauvres ne songèrent qu'à fortifier leur faction de l'appui des étrangers, pour anéantir la faction contraire; et, par un aveuglement fatal les plus honnêtes crurent voir l'intérêt de la patrie dans le triomphe de leur intérêt personnel et dans la satisfaction de leurs rancunes.

D'éminents historiens (1) ont simplifié peut-être à l'excès l'histoire des dernières années de la Grèce libre, en établissant que le parti démocratique, rallié à la Macédoine, périt avec elle; et que le parti aristocratique, asservi ou vendu même aux Romains, leur abandonna ou leur livra la patrie. Ces observations ne sont pas rigoureusement vraies; les partis ne se sont pas divisés avec cette simplicité régulière. Entre l'apparition des Romains en Grèce et leur victoire définitive, la lutte offre cinq phases successives et dont le caractère semble tout à fait contradictoire. Nous voyons tour à tour les démocrates s'allier aux Romains contre l'aristocratie; puis les deux partis s'unir un moment à Rome contre la Macédoine; et la trompeuse proclamation de la liberté grecque, faite par les Romains aux jeux Isthmiques, récompenser cette union

(1) M. Mommsen (*Histoire romaine*); M. Fustel de Coulanges (*Polybe, ou la Grèce conquise*).

éphémère. Mais bientôt, pendant que l'aristocratie se rattache aux Romains plus étroitement, la démocratie rompt avec eux ; elle est écrasée avec la ligue Etolienne. Puis l'aristocratie elle-même se divise ; une partie avec Philopémen essaie de concilier l'indépendance nationale avec la nécessité de l'alliance Romaine ; le reste, moins nombreux, mais plus audacieux, compromet, dénonce et livre aux Romains les chefs de ce parti national, c'est-à-dire la plus noble portion de l'aristocratie, et Polybe avec elle, pour obtenir de la complaisance intéressée du Sénat le droit de régner vingt ans sur la Grèce. Mais sous le poids d'une misère croissante et de l'humiliation trop grande imposée par la faction Romaine au pays, la réaction finit par éclater. Polybe et les débris du parti national découragé refusent de la diriger. Le parti démagogique alors rentre en scène ; mais la majorité de la nation ne veut pas suivre dans cette périlleuse aventure des chefs qu'elle redoute et abhorre presque autant que les Romains. La lutte s'engage néanmoins, ridiculement disproportionnée ; les démagogues sont anéantis à leur tour ; et tous les partis sont ensemble asservis pour n'avoir pas su combattre ensemble.

Un examen plus attentif des faits nous montrera comment les factions, malgré les contradictions apparentes de leur conduite, et même en passant ainsi des Macédoniens aux Romains, et des Romains aux Macédoniens, obéissaient toujours à la logique de leurs passions.

Au début de la première guerre entre Philippe et les Romains, la Macédoine est dominante en Grèce ; au Nord, elle tient garnison en Locride, en Phocide, en Eubée : dans le Péloponèse, elle occupe Corinthe, et fait peser son protectorat sur la ligue Achéenne. Mais enfin cette alliance, bonne ou mauvaise, existe, et même elle a permis à l'aristocratie, qui dirige la ligue, d'étouffer les tentatives démagogiques du dernier roi de Sparte, Cléoménés. Or, une situation politique à peu près passable ou seulement possible étant constituée, le parti aristocratique et conservateur hésitera toujours à la renverser, parce qu'il se défiera de ce qui pourrait la remplacer, et des dangers

inconnus d'une révolution : au contraire, le parti démagogique cherchera toujours à la détruire, étant convaincu que le plus important, c'est de renverser ; comme le premier est convaincu que le plus sûr, c'est de maintenir. Il est facile ainsi de comprendre pourquoi le jour où les Romains parurent en Grèce comme les destructeurs d'un état politique institué presque régulièrement sous le protectorat de la Macédoine, ils eurent contre eux tout le parti conservateur ; tandis que la démagogie, c'est-à-dire la ligue Etolienne, et Sparte, gouvernée par un tyran ; sans compter, dans chaque cité, le groupe nombreux des débiteurs obérés et des mécontents ambitieux ; leur tendait les bras, les appelait en Grèce et prenait les armes pour eux.

Mais l'alliance entre le roi de Macédoine et l'aristocratie Achéenne pouvait-elle être durable ? Roi absolu d'une nation, chez laquelle tous les sujets étaient égaux sous un seul maître, Philippe, en Grèce, ne pouvait être que par accident le chef d'une aristocratie libérale et indépendante. Il sembla prendre à tâche de l'indigner par ses mœurs, et de l'offenser par son insolence. On l'avait vu aux fêtes d'Argos, déposer le diadème et la pourpre, pour se mêler à la populace. Les plus illustres familles avaient souffert de sa licence. On l'accusait tout bas d'avoir empoisonné Aratus, dont les conseils importunaient son humeur despotique. A l'heure où les Romains, vainqueurs de Carthage, lui déclarèrent pour la seconde fois la guerre, il n'avait plus un ami dans l'aristocratie, et il n'avait pas su se concilier les démagogues.

L'habileté du général romain, Flamininus, fit alors ce prodige que les deux factions qui déchiraient la Grèce, s'unirent un moment dans une action commune et contribuèrent ensemble à la défaite du roi de Macédoine. L'abaissement de Philippe avait été l'objet de la guerre ; mais l'affranchissement de la Grèce en avait été le prétexte. Flamininus le fit solennellement proclamer par le héraut à l'ouverture des jeux Isthmiques. Les Grecs dirent et crurent peut-être qu'il y avait un peuple qui faisait la guerre pour rendre une nation étrangère à son indépendance.

Mais, en réalité, Rome n'avait rien voulu que substituer son protectorat au protectorat de la Macédoine, et faire des Grecs ses alliés et ses clients, avant d'en faire ses sujets. Il y avait en Grèce un Etat fondé sur des bases solides, bien conduit par des chefs habiles ; respectable par ses mœurs politiques, et apte à embrasser un jour par sa constitution souple, ingénieuse et simple, toutes les cités helléniques : c'était la ligue Achéenne, où l'aristocratie gouvernait sagement avec le contrôle et l'appui du peuple. Pour que la Grèce fût libre, il eût fallu que la ligue fût forte ; Rome voulut que la ligue demeurât faible. Elle laissa debout au cœur du Péloponèse un ennemi dont elle avait dû cependant châtier l'insolence, Nabis de Sparte, le tyran démagogue ; elle voulut qu'il régnât pour surveiller la ligue et la tenir en échec. Ainsi le germe des dissensions futures n'était pas extirpé ; l'œuvre prétendue d'affranchissement était bâtie, sans doute à dessein, sur le sable. Les factions réveillées allaient renverser l'édifice avant que les voiles du dernier vaisseau romain eussent disparu à l'horizon.

Dans un pays déchiré entre deux factions, il n'y avait qu'un moyen de rétablir la liberté, puisqu'on avait entrepris de le faire : c'était de réduire à l'impuissance absolue celui des deux partis qui opposait le plus grand obstacle à l'établissement de cette liberté, c'est-à-dire la démagogie. En affectant d'être impartiale, Rome avait mécontenté tout le monde ; elle laissait, en se retirant, toutes les rivalités aux prises. Les plus violents éclatèrent les premiers. La ligue Etolienne et la démagogie appelèrent Antiochus en Grèce pour qu'il renversât à la fois la prépondérance romaine et l'aristocratie.

« Dans chaque cité, dit Tite Live, il était reconnu que les principaux et les meilleurs citoyens tenaient pour l'alliance Romaine, et voulaient conserver l'ordre de choses existant, pendant que la multitude et tous ceux dont les affaires n'allaient pas à leurs idées voulaient une révolution générale. »

Cette division des partis allait durer désormais jusqu'au

dernier jour de la liberté grecque. Il semble étrange au premier abord que le parti aristocratique et conservateur se soit jeté dans l'alliance d'une République ; et le parti populaire dans les bras des rois absolus. Mais ces contradictions ne sont qu'apparentes. Après la deuxième guerre punique, la République Romaine était encore purement aristocratique ; soutenue et pour ainsi dire nourrie par le peuple, elle était gouvernée par le Sénat, et cette prudente oligarchie offrait au parti conservateur, dans tous les pays alliés, les gages d'un gouvernement ferme et d'une politique suivie qui plaisaient naturellement à ce parti. Au contraire, les royautes Macédonienne et Asiatique étaient des tyrannies absolues où la volonté d'un seul gouvernait despotiquement une multitude servile. La démagogie se sentait attirée vers cette forme de gouvernement qui lui promettait au moins l'égalité sous un maître.

Mais Antiochus fut vaincu ; les Etoliens furent vaincus ; et les démagogues, par ces coups terribles, réduits à l'impuissance pour près de quarante années. L'aristocratie triomphait avec les Romains, sans payer encore trop cher leur alliance. Sparte, délivrée de Nabis, entra dans la ligue Achéenne ; et l'unité politique de la Grèce, au moins du Péloponèse, parut un moment fondée.

Cette époque est celle des plus belles, des dernières années de la vie de Philopémen. Avec quelques hommes de la démocratie modérée, avec la plus grande partie de l'aristocratie, avec tout ce qu'il y a dans toute la Grèce de plus dévoué à la patrie, de plus noble et de plus influent, de plus sage et de plus honnête, il fonde un grand parti national, formé surtout d'aristocrates, mais qui n'exclut l'appui d'aucune opinion ; un parti dont il est l'âme et le bras, dont Lycortas, le père de Polybe, est l'éloquent orateur ; un parti dont le programme est celui-ci : Ne jamais rompre l'alliance romaine ; car ce serait folie : maintenir, en face des Romains, l'indépendance de la Grèce ; car la livrer serait un crime.

Au fond du cœur, Philopémen déjà désespérait de l'avenir : « Il faudra bien, disait-il un jour avec douleur, que tôt ou

tard les Achéens obéissent. Mais que ce soit le plus tard possible! » Pour éloigner ce terme fatal, sans recourir aux armes, il luttait par les remontrances, par les raisonnements, par les protestations; quelquefois par des prières, toujours dignes. Cette lutte dura dix années: à la fin le sénat se lassa de rencontrer en travers de ses desseins ce grand capitaine, dont l'âge avait fait presque un grand homme d'Etat. Contre la véritable aristocratie nationale, groupée autour de Philopémen, Rome souleva une faction vénale d'ambitieux sans scrupules et sans foi, qui arborèrent effrontément, comme s'ils y avaient eu seuls droit, les noms d'aristocrates et de conservateurs. L'un d'eux, Dinocratès, à l'instigation d'un envoyé Romain, fit révolter Messène contre l'autorité de la confédération; Philopémen en marchant contre les rebelles fut fait prisonnier par eux, et assassiné.

Après la mort du *dernier des Grecs*, la faction qui l'a tué, la faction romaine, laissant à peine s'écouler le temps des funérailles, jette le masque et avoue hautement ses projets. Elle veut l'asservissement de la Grèce; et l'avènement immédiat de la domination romaine. « Que ce jour vienne le plus tard possible, » avait dit Philopémen. Un parti peu nombreux, mais puissant par son audace, et par l'appui des Romains, répond: « Que ce soit aujourd'hui même. »

Ainsi la division sème la trahison. D'abord tous les partis appellent l'allié du dehors: avant d'être Grec, on est aristocrate ou démocrate. A la fin la patrie déchirée, mutilée, ruinée devient si indifférente et peut-être si odieuse aux âmes sans vertu, que pour échapper au désordre, elles sacrifieront volontiers l'indépendance. Alors un ambitieux peut paraître et livrer son pays pour obtenir de le dominer; la fatigue et le dégoût qui ont envahi tant d'esprits lui donneront des approbateurs et des complices.

Tel fut le rôle du parti Romain. La guerre venait d'éclater entre Rome et Persée, fils de Philippe. La Grèce restait neutre; mais au bruit des premiers succès remportés par le roi de Macédoine, une sympathie involontaire pour l'ennemi des

Romains éclata dans la joie de tous ; et Rome sentit frémir ce pays mal dompté. Quand la victoire fut revenue à ses armes, quand Persée fut définitivement vaincu et la monarchie Macédonienne abolie, Rome se retourna vers la Grèce pour lui demander compte des sentiments qu'elle avait laissé paraître. On vit alors un spectacle lamentable, et le plus odieux qu'ait jamais montré la fureur des luttes civiles. Tout le parti Romain et son chef Callicratès coururent au devant des vainqueurs et leur présentèrent la liste écrite de ceux qu'il fallait proscrire. Au nombre de plus de mille pour l'Achaïe seulement, ils furent déportés en Italie. Polybe était avec eux. Les historiens se trompent en rejetant sur l'aristocratie grecque la honte de ces délations ; les plus nobles têtes de l'aristocratie, et tous les chefs du parti national étaient parmi les déportés, avec quelques démocrates. La faction qui les livra ne mérite aucun nom politique ; nommons-la, comme fait Polybe, les *traîtres*, les *hommes vendus*. Ils saisirent le pouvoir dans toutes les cités, et gouvernèrent vingt ans pour le compte et presque au nom du sénat Romain.

Au bout de ce long exil, les déportés Achéens, réduits par la mort de mille à trois cents, furent rendus à la liberté. Rome, confiante dans sa force, avait fini par les mépriser : « Qu'importe, disait Caton, que ces vieux Grecs soient ensevelis par nos fossoyeurs ou par les fossoyeurs de leur pays ? » Ils revinrent en Grèce. A ce moment le chef du parti Romain, Callicratès, venait de mourir ; et dans toutes les cités une réaction violente éclatait contre la domination odieuse et servile qui depuis dix-sept ans pesait sur le pays. On renversait les statues de Callicratès ; on relevait celles de Lycortas, le père de Polybe, l'orateur du parti national. Il n'eût tenu qu'à Polybe alors de ressaisir le pouvoir, et de recommencer l'œuvre de Philopémen.

Il crut qu'il était trop tard. D'ailleurs à Rome, durant son exil, séduit par l'hospitalité brillante des Scipions ; ébloui par la grandeur de cette République aux pieds de laquelle il voyait se prosterner les envoyés des rois et les rois eux-mêmes ; sur-

tout charmé de voir se réaliser sous ses yeux, (avec quelle force et quelle harmonie !) le gouvernement idéal qu'il avait rêvé de donner à la Grèce, celui de l'aristocratie, appuyée, mais non dirigée par le peuple ; Polybe avait senti s'affaiblir et s'éteindre la haine qui aurait pu, et peut-être aurait dû l'animer contre ses vainqueurs et ses geôliers. L'admiration de Rome le rendit presque Romain ; il prévit sans horreur que le protectorat de Rome sur les Grecs se changerait en domination ; il devait consacrer dès lors tout son génie et son genre de patriotisme à ménager la transition d'une liberté précaire et troublée à une obéissance paisible et résignée, quoique douloureuse. Il était trop honnête homme pour applaudir à l'asservissement de la Grèce : mais il se flattait d'être trop sage pour ne pas le croire nécessaire. Il était de ces âmes impartiales, ou plutôt impassibles, qui savent mieux expliquer les désastres de la patrie que les prévenir. Aussi fut-il sans influence en Grèce à l'heure critique qui suivit la mort de Callicratès ; et même au bout de quelques mois, jugeant la situation désespérée, il retourna en Italie, et laissa le champ libre aux démagogues.

Ceux-ci revenaient de l'exil, grandis par leurs souffrances, dont ils exagéraient l'amertume. Ils parlaient très-énergiquement de la nécessité d'arracher la Grèce aux Romains ; ils confisquaient au profit de leur faction les grands mots de patrie, de liberté, d'indépendance et de devoir : ils éblouissaient cette masse inconsistante d'esprits flottants qui dans tous les pays bouleversés se jette sans cesse d'une extrémité vers l'autre à la merci des rhéteurs et des audacieux, et forment ce qu'on nomme d'un nom trompeur, l'opinion publique.

Si l'histoire doit être sévère pour ces hommes, c'est qu'ils n'étaient point dignes du rôle qu'ils usurpèrent. L'événement fit qu'ils semblèrent les derniers et les plus intrépides défenseurs de l'honneur national ; mais leurs vices privés, leur vénalité sans pudeur et leur ambition effrénée dont tous les historiens nous sont garants, nous forcent de rapporter à de vils motifs l'audace avec laquelle ils précipitèrent leur pays

dans cette suprême aventure. Rome souhaitait la lutte, ayant hâte d'en finir avec la Grèce comme avec Carthage, et prenant désormais pour tactique de pousser les peuples à bout. Ses dernières prétentions furent les mêmes en Afrique et à Corinthe, c'est-à-dire inadmissibles. Le parti démagogique fut coupable, non d'avoir rejeté les demandes de Rome, qui n'allaient à rien de moins qu'au suicide de la Grèce par la dissolution de la ligue Achéenne, mais d'avoir, par l'absurdité de sa politique, amené Rome à oser exprimer ces exigences. Il fut coupable encore bien plus, puisqu'il prétendait déclarer la guerre au nom de l'honneur et de l'intérêt national, d'avoir soutenu la lutte par des moyens qui indiquaient la volonté de faire la guerre moins aux Romains qu'au parti modéré. Il en résulta que dès le début de la campagne la majorité du pays recula, dégoûtée par la violence de ses chefs, épouvantée par les confiscations, les sentences d'exil et les exécutions sommaires. Sans appeler les Romains, on prévint leur triomphe avec moins de terreur, en songeant qu'ils balaieraient les démagogues. Rome vainquit ainsi avec une facilité dérisoire. Quatorze mille hommes avaient combattu devant Corinthe, mais la Grèce ne s'était pas défendue, tristement impartiale entre la démagogie et l'étranger. Quelque horrible que fut le dénouement, on l'accueillit même avec une sorte de soulagement ; et beaucoup, selon Polybe, allaient répétant avec plus d'esprit que de patriotisme : « Si nous n'avions été perdus si vite, nous étions perdus tout à fait. »

Ainsi finit l'indépendance de la Grèce, parce que les partis aimèrent mieux la voir périr que la défendre ensemble. Nous étudierons l'étrange situation de ce malheureux pays, dévoré par la guerre civile, envahi en même temps par la guerre étrangère ; nous blâmerons les fautes des vaincus ; mais aurons-nous pour les vainqueurs cette partialité que l'histoire, toujours prête à amnistier le succès, n'a cessé de leur montrer, depuis Polybe jusqu'à nos jours ? Pour n'en citer qu'un illustre exemple, avec quelle impatience et quelle animosité le savant Allemand Mommsen, dans son admirable

Histoire romaine, appelle la défaite et l'écrasement de la Grèce ! A son sens, les Romains sont trop modérés ; il les presse, il les harcèle ; il veut qu'ils en finissent ; il blâme Flamininus, qui est presque un *philhellène* ; il nomme cet affranchissement de la Grèce aux jeux Isthmiques une *tourde faute*, une *impolitique faiblesse*, une *erreur généreuse*, une *politique de sentiment*, une *chimère follement libérale*. Après Pydna, il gourmande Paul Emile, qui use encore de tempéraments, et fait un pèlerinage artistique en Grèce au lieu d'asservir définitivement le pays. Enfin la Grèce est sous le joug ; l'implacable historien respire et s'écrie : « La suppression de l'indépendance vaine et vide des ligues grecques, et avec elles, de tout cet esprit de vertige hâbleur et pernicieux, devint un bonheur pour la contrée. » Voilà l'oraison funèbre de la liberté grecque !

Messieurs, nous apporterons dans ce cours moins de haine contre les faibles, et nous nous permettrons de demander aux forts d'autres titres à notre sympathie et à notre admiration que la supériorité de leur puissance. Rome a-t-elle justifié sa conquête en apportant à la Grèce l'ordre, la paix, la prospérité publique, l'apaisement des factions, la sécurité des personnes et des propriétés, un gouvernement fort et modéré ; tous les biens en un mot que la Grèce avait perdus ou n'avait même jamais possédés ? Rappelons-nous Corinthe rasée au niveau du sol, après un pillage méthodique ; la Grèce désarmée et non défendue, cruellement ravagée par les pirates de l'Asie-Mineure ; puis l'armée de Mithridate dans les plaines de Béotie ; et Sylla devant Athènes ; deux batailles formidables, Chéronée, Orchomène ; un siège désastreux ; puis des guerres civiles qui arment la moitié du monde contre l'autre ; Sylla contre Flaccus et Fimbria ; Pompée contre César ; Brutus et Cassius contre Octave et Antoine ; Antoine contre Octave ; Pharsale ; Philippes ; Actium ; lutttes gigantesques, toujours engagées sur le sol ou dans les eaux de la Grèce ; et sans qu'il fût possible aux Grecs de se désintéresser de la querelle et de ne pas prendre parti. Jamais le malheureux pays que

Rome prétendait arracher au désordre, n'avait vu couler autant de sang sur des champs de bataille aussi vastes qu'après le jour où son anéantissement politique aurait dû lui valoir le privilège du repos.

Rome conquérante a reçu plus qu'elle n'a donné. Cette époque désastreuse pour la Grèce, est celle où l'influence du pays vaincu, pénétrant dans l'esprit et les institutions du peuple vainqueur, modifie d'une façon si profonde le caractère et les mœurs des Romains. « La Grèce prise a pris son vainqueur, » dit Horace. Cette influence, dont nul n'a pu nier l'étendue, a été diversement appréciée ; aux yeux des uns, la Grèce a corrompu Rome ; selon les autres, elle l'a civilisée. La vérité est, je crois, entre ces deux opinions, plus près cependant de la seconde. Au fond, toutes deux sont vraies en partie. La civilisation, c'est-à-dire l'adoucissement des mœurs, le développement des sciences et des lettres, l'extension des rapports pacifiques entre une nation et les nations voisines, et par suite l'affaiblissement des haines nationales, ne s'introduit pas chez un peuple uniquement guerrier, jusque-là, comme étaient les Romains, sans un certain relâchement de la discipline morale, et sans un certain effacement des anciennes traditions qui est un germe de décadence, et, à ce point de vue, le principe de la corruption. Mais, s'il est vrai que les mœurs à Rome se gâtèrent en même temps que la littérature, l'art et la philosophie des Grecs firent irruption dans la cité, faut-il en accuser la Grèce ? Ce n'est pas la Grèce qui a corrompu Rome, c'est la victoire, c'est la conquête du monde et l'accumulation dans une seule ville de toutes les richesses et de toutes les puissances. Rome fut gâtée par sa propre fortune, et non par les philosophes, les lettrés, les artistes, les orateurs, les poètes dont la Grèce colonisa l'Italie et tout l'empire. Ce n'est pas pour diminuer leur influence qui fut considérable et plus grande que leur génie : hommes secondaires assurément, ils avaient néanmoins reçu l'héritage et conservaient l'intelligence des œuvres des grands hommes que la Grèce avait enfantés ; par eux ce monde nouveau fut ouvert

aux Romains. Cette éducation transforma l'esprit de la République. Elle ne lui eût pas enseigné l'art de conquérir le monde ; mais elle lui apprit à le conserver et à le régir paisiblement pendant plusieurs siècles. Elle brisa ou du moins elle élargit le moule étroit dans lequel s'était formé la cité Romaine ; elle fit d'un peuple conquérant un peuple gouvernant. Quelque admiration qu'on professe pour les six premiers siècles de Rome, et quelque enthousiasme qu'excite cette politique patiente et ces grandes vertus civiques et militaires, il n'est pas permis de nier que la politique des Romains était farouche, impitoyable, inhumaine, et que leurs vertus, nées d'un patriotisme plus instinctif que moral, semblaient respirer moins d'amour encore pour Rome que de haine contre tout ce qui n'était pas Rome. Ainsi se font les conquêtes. Mais lorsque la conquête fut achevée, j'allais dire lorsque le mal fut fait, lorsque dans tout le monde ancien furent abattues toutes les royautés et toutes les cités, quand la vie nationale fut partout éteinte chez les peuples humiliés, éperdus par la défaite, quelle catastrophe eût été pour le monde, si Rome, l'ayant conquis, s'était trouvée inhabile à le gouverner ! l'invasion des barbares arrivait cinq cents ans plus tôt ; et malheur irréparable ! la civilisation ancienne périssait avant l'avènement du christianisme. Or c'est par les maximes, par la philosophie de la Grèce que Rome apprit à gouverner les nations qu'elle avait su dompter. Par elle-même, avec ses seules forces, avec ses lois, ses mœurs, ses traditions étroites et dures, elle en était incapable ; elle avait pu, avec les légions, camper chez toutes les nations ; avec la philosophie grecque, elle s'y fonda. Les Grecs enrichirent sa langue, lui donnèrent une littérature, lui enseignèrent leurs arts, la pourvurent de leurs vastes connaissances, firent pénétrer un esprit plus large dans sa législation, adoucirent son inflexible orgueil, lui réconcilièrent ainsi les nations vaincues. Sous Auguste, les frontières exceptées, où il fallait bien arrêter les barbares, il n'y avait pas dix mille soldats dans tout l'Empire pour contenir cent millions de vaincus. Croit-on que Rome, en conservant les maximes

du vieux Caton, aurait pu se faire ainsi accepter du monde ? C'est la Grèce qui l'assouplit à ce rôle immense ; c'est la Grèce qui l'humanisa.

Mais cette influence épuisait le pays qui l'exerça. Pendant que les plus actifs et les plus intelligents des Grecs répandaient dans le monde romain les idées helléniques, la Grèce elle-même languissait. Strabon qui la visita au temps de la bataille d'Actium, fait une lamentable énumération des lieux ruinés ou déserts. Une seule cité put fleurir encore sous l'administration des proconsuls, Athènes, où se pressait la jeunesse du monde entier au pied des chaires fameuses des rhéteurs et des philosophes.

Le christianisme, quoi qu'il ait été dès son apparition prêché par saint Paul en Grèce, ne jeta pas d'abord de profondes racines dans cette Société éteinte ou vieillie. L'incrédulité lettrée dans les hautes classes ; une superstition douce chez le peuple ; point d'inquiétude dans les consciences (si troublées en même temps à Rome ou en Orient) ; et, par là même, peu de dispositions vers une sérieuse réforme dogmatique et morale ; on peut ainsi caractériser d'une façon générale, l'état religieux de la Grèce à cette époque, et expliquer comment le christianisme ne rencontra dans ce pays ni une résistance violente et sanguinaire, ni une adhésion très-vive.

C'eût été l'honneur et peut-être le salut de la Grèce, d'embrasser la foi chrétienne avec ardeur ; elle en eût été l'apôtre influent, l'éloquent missionnaire : sa langue répandue dans tout l'univers, et si souple à l'expression des idées nouvelles, la grande portée philosophique de l'esprit grec, lui créaient le privilège d'une action plus efficace dans la diffusion du dogme chrétien. La Grèce ne répondit pas à l'appel que Dieu semblait lui faire ; elle flotta indécise entre les rhéteurs dont la voix harmonieuse charma sa vieillesse frivole, et les apôtres qui l'appelaient au rajeunissement d'une vie nouvelle. Elle mérita et reçut tour à tour les faveurs de Constantin et les flatteries de Julien. N'ayant plus foi ni à elle-même ni à rien, elle devait se trouver sans force en face de la première inva-

sion barbare ; Stilicon dispersa les Goths dans une grande bataille livrée en Arcadie ; mais la Grèce ne se releva pas de ses ruines. Le flot des envahisseurs en se retirant la laissa nue et dévastée. Ailleurs une végétation nouvelle et vigoureuse devait sortir de l'alluvion barbare. La Grèce seule n'eut pas de moyen âge, elle meurt avec l'antiquité, pour renaître ou y tâcher, seulement de nos jours. Pendant quinze cents ans, la race grecque, dispersée parmi toutes les nations de l'Orient, joue encore un rôle important dans les lettres, le commerce, la politique ; mais la Grèce, qui n'est pas Byzance, la Grèce n'a plus d'histoire. Gouvernée par Constantinople, conquise et possédée par les Francs, par les Vénitiens, par les Turcs, elle assiste passive à ces révolutions qui la font passer de main en main sans qu'elle semble s'en apercevoir. Turcs, Francs et Byzantins ne se disputent qu'un sol, encore fertile, et une troupe humaine, non une nation.

En me proposant d'étudier avec vous, Messieurs, l'histoire de la décadence et de l'asservissement de la Grèce, je ne me suis pas dissimulé combien cette époque, comparée par exemple au magnifique développement du siècle de Périclès, pourrait sembler ingrate, même à votre bienveillante et studieuse attention. Mais la chute d'une nation est un problème historique, qu'il faut savoir aborder à son tour, quelque austère qu'en soit l'étude. De nos jours surtout, quand une sorte de fatalisme qui domine chez les historiens, prétend soumettre la vie et la mort des peuples à des lois immuables, et promulgue ces lois avec une outrecuidance propre à rendre trop orgueilleuses des nations nées d'hier, et à trop décourager peut-être des nations qui semblent à présent courbées sous le poids de leur gloire antique et de leur longue histoire, il m'a semblé qu'il ne serait pas sans quelque intérêt, sans quelque profit, d'étudier la décadence et la fin de cet illustre peuple grec, et de chercher dans un examen approfondi de ses derniers jours, le mal dont il est mort et le remède qui l'aurait pu guérir.

